[Date]

À :

[Ministère des Affaires étrangères]

[Ambassade ou représentation diplomatique de votre pays au Myanmar]

**Objet : Solidarité avec le Myanmar**

[Formule de salutation],

Je vous écris aujourd’hui en tant que représentant·e de [nom de votre organisation] afin de vous faire part de nos inquiétudes concernant le coup d’État militaire survenu récemment au Myanmar, qui met en péril le processus de démocratisation du pays.

Le 1er février dernier, l’armée birmane – la Tatmadaw – a arrêté le président démocratiquement élu Win Myint, la conseillère d’État Aung San Suu Kyi et plus d’une centaine de responsables politiques de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), empêchant la tenue de la première séance du nouveau Parlement démocratiquement élu. Ce coup d’État compromet la fragile transition du Myanmar vers la démocratie.

Avec courage et détermination, plusieurs dizaines de milliers de citoyen·ne·s, dont un grand nombre de travailleur·euse·s, d’enseignant·e·s et de syndicalistes, ont manifesté pacifiquement dans les rues pour s’opposer à cette prise de contrôle illégitime du pays par la junte militaire et exprimer leur soutien à leurs représentant·e·s politiques démocratiquement élu·e·s.

Nous partageons également les inquiétudes de l’Internationale de l’Éducation (IE), la fédération syndicale mondiale des enseignant·e·s, concernant l’arrestation du professeur Sean Turnell, universitaire australien et membre du syndicat national de l’enseignement tertiaire (*National Tertiary Education Union* ou NTEU). Directeur de l’Institut de développement du Myanmar et conseiller économique auprès d’Aung San Suu Kyi, le professeur Turnell a été arrêté à la suite du coup d’État militaire et est toujours en détention.

**[Nom de votre organisation] vous demande de condamner le coup d’État militaire au Myanmar et de faire pression pour obtenir la libération de toutes les personnes détenues depuis le 1er février, notamment le professeur Sean Turnell, mettre un terme à la violence et au harcèlement de la population, faire respecter le résultat des élections et permettre la poursuite du processus de démocratisation du pays. Les auteurs de ce coup d’État doivent être isolés.**

Conformément aux revendications de l’IE et des Fédérations syndicales internationales adressées aux institutions internationales, nous demandons instamment à notre gouvernement de rejoindre le mouvement de solidarité aux côtés de tous les gouvernements du monde, en vue de :

* Condamner publiquement le coup d’État survenu au Myanmar.
* Ne pas reconnaître le coup d’État militaire, ni le soutenir.
* Demander à l’Assemblée générale des Nations unies de laisser vacant le siège du Myanmar jusqu’à ce que les représentant·e·s élu·e·s soient en mesure de former un parlement et un gouvernement.
* Appuyer l’adoption d’une résolution urgente du Conseil de sécurité des Nations unies, prévoyant notamment des sanctions contre les responsables du coup d’État.
* Convoquer une séance spéciale du Conseil des droits de l'homme des Nations unies pour examiner la situation au Myanmar, exiger la libération de toutes les personnes arrêtées à la suite du coup d’État et délivrer un mandat au rapporteur spécial en charge du Myanmar pour évaluer la situation des droits humains et préparer un rapport spécial à ce sujet, notamment en ce qui concerne les arrestations, le respect de la liberté syndicale, la protection des manifestants, la liberté d’expression et d’association pacifique et l’utilisation des technologies de l’information.
* Prendre des sanctions économiques pour paralyser toutes les sources de revenus des militaires.
* Cesser immédiatement toute coopération militaire et tout commerce d’armes avec le Myanmar.
* Dénoncer et tenir responsables tous les groupes de pression à la solde des militaires birmans.
* Identifier les chaînes d’approvisionnement des entreprises aux mains de l’armée afin de pouvoir appliquer pleinement les sanctions économiques.
* Fournir aide et assistance à tou·te·s les réfugié·e·s fuyant les persécutions militaires au Myanmar.
* Assurer la protection de la représentation diplomatique du Myanmar dans notre pays.
* Demander à vos entreprises nationales opérant ou s’approvisionnant au Myanmar d’apporter leur soutien aux travailleur·euse·s, là où les activités ont été ralenties, et d’aider et protéger les travailleur·euse·s opposé·e·s au coup d’État.

[Nom de votre organisation] se déclare solidaire de son organisation sœur, la Fédération des enseignant·e·s du Myanmar (Myanmar Teachers’ Federation ou MTF) et de l’ensemble des travailleur·euse·s du pays, qui luttent pour la démocratie.

D’ores et déjà, nous vous remercions de votre intervention sur ce dossier important.

Veuillez agréer l’expression de notre plus haute considération.

[Nom et signature]